

La nouvelle classe dirigeante du capitalisme sénile

La logique de l'accumulation est celle de la concentration et de la centralisation croissantes du capital. La concurrence, dont l'idéologie du système vante les vertus réelles mais tout également imaginaires, opère toujours ; mais elle n'est plus que la concurrence entre un nombre de plus en plus restreint d'oligopoles. Elle n'est ni la concurrence « parfaite », ni la « transparence » qui n'ont jamais existé et dont le capitalisme réellement existant s'éloigne toujours davantage au fur et à mesure de son développement. Or nous sommes parvenus à un niveau de centralisation des pouvoirs de domination du capital tel que les formes d'existence et d'organisation de la bourgeoisie telles qu'on les a connues jusqu'ici sont abolies.

La bourgeoisie était constituée de familles bourgeoises stables . D'une génération à l'autre les héritiers perpétuaient une certaine spécialisation dans les activités de leurs entreprises. Pour beaucoup ce volume d'affaires demeurait stable , pour certains il grandissait , lentement mais sûrement. Les faillites et la percée de nouveaux venus n'étaient pas absents du tableau, mais n'en constituaient pas l'ossature essentielle. La bourgeoisie construisait et se construisait dans la longue durée. Cette stabilité favorisait la confiance dans les « valeurs bourgeoises », leur rayonnement dans la société toute entière. Dans une très large mesure, la bourgeoisie, classe dominante, était acceptée comme telle. Pour les services qu'elle rendait, elle paraissait mériter son accès aux privilèges de l'aisance ou de la richesse. Elle paraissait aussi largement nationale, sensible aux intérêts de la nation, quel qu'aient été les ambiguïtés et les limites de ce concept manipulable et manipulé.

La nouvelle classe dirigeante, celle du capitalisme contemporain tel qu'il paraît émerger de l'évolution des trente dernières années, sort brutalement de cette tradition. Le scandale d'Enron et quelques autres du même type ont sans doute contribué à révéler la nature de la transformation. Non que la fraude ait été une pratique sans précédent, bien sûr. Ce qui est beaucoup plus grave – et nouveau – c'est que la logique dominante des options de gestion du « nouveau » capitalisme produit nécessairement la recherche maximale de l'opacité, de la tromperie, voire de la falsification systématique des informations (Cf la démonstration rigoureuse de cette tendance dominante proposée par Elie Cohen, *Le Nouvel Age du Capitalisme*, 2005). Les uns qualifient les transformations en question de financiarisation, les autres de déploiement d'un actionnariat actif rétablissant pleinement les droits de la propriété (voire d'un actionnariat populaire). Ces qualifications laudatives, qui d'une certaine manière légitiment le changement, omettent de rappeler comme il le faudrait que l'aspect majeur de la transformation concerne le degré de concentration du capital et de centralisation du pouvoir qui lui est attaché.

Sans doute la grande concentration du capital n'est-elle pas chose nouvelle. Dès la fin du XIXe siècle ce que Hilferding, Hobson et Lénine qualifieront de capitalisme des monopoles est une réalité. Sans doute cette concentration a-t-elle été – depuis – toujours en avance aux Etats Unis sur les autres pays du capitalisme central. La formation de la très grande firme, devenant transnationale, est amorcée aux Etats Unis avant la seconde guerre mondiale et se déploie triomphalement après ; l'Europe suit. Sans doute également l'idéologie étatsunienne du « self made man » (les Rockefeller, Ford et autres) tranche-t-elle avec le conservatisme familial dominant en Europe. Comme également le culte de la concurrence « vraie », quand bien même n'existerait-elle pas ; ce qui explique les lois « anti-trusts » précoces – dès 1890 ! Mais par delà ces différences réelles dans les cultures politiques concernées, la même transformation dans la forme d'existence de la nouvelle classe dirigeante du capitalisme caractérise aussi bien l'Europe que les Etats Unis.

La nouvelle classe dirigeante se compte sur les doigts de quelques mains, guère plus. De surcroît une bonne proportion de celle-ci est constituée de nouveaux venus qui se sont imposés plus par le succès de leurs opérations financières (notamment en bourse) que par leur contribution aux percées technologiques propres à notre époque. Leur ascension ultra rapide fait contraste avec celle de leurs prédécesseurs, qui s'étalait sur de nombreuses décennies. Le foisonnement de l'apparition de « nouvelles pousses » (start up en anglais) présente également une caractéristique nouvelle – l'instabilité extrême entraînant l'échec de pratiquement tous ces ambitieux naïfs, en dépit de la rhétorique élogieuse inconsidérée développée à leur endroit.

La centralisation des pouvoirs est encore plus marquée que la concentration des capitaux, au niveau des firmes de production comme à celui des conglomérats de contrôle financier. Cette centralisation renforce l'interpénétration des pouvoirs économiques et politiques. Encore une fois non que cette interpénétration soit chose nouvelle. Après tout la nature de classe du pouvoir – fut-il démocratique- signifie que la classe politique dirigeante est au service du capital. Inversement la fortune capitaliste a toujours invité certains hommes du pouvoir à en partager les bénéfices. Mais, semble-t-il, cette interpénétration tend à devenir quasi homogénéisation, ce qui est nouveau, et trouve son expression dans les transformations du discours idéologique.

L'idéologie « traditionnelle » du capitalisme plaçait l'accent sur les vertus de la propriété en général, en particulier de la petite – en fait moyenne ou moyenne grande- considérée par sa stabilité comme porteuse de progrès technologique et social. En contrepoint la nouvelle idéologie encense les « gagnants » et méprise les « perdants » sans autre considération. La rhétorique dominante propose en trompe l'oeil l'image de succès pour renvoyer les échecs à des circonstances personnelles et par là même évacuer la responsabilité du système social. Doit-on faire observer ici que cette idéologie qui évoque une sorte de « darwinisme social » (la référence à Darwin étant en fait inappropriée) est proche de celle qui règle les rapports à l'intérieur d'une association de malfaiteurs ? Car le « gagnant » a ici presque toujours raison, même lorsque les moyens qu'il a mis en œuvre, s'ils ne tombent pas sous le coup de la loi pénale, frisent l'illégal et en tout cas ignorent les valeurs morales communes.

La traduction concrète du jugement porté ici s'appelle connivence monde des affaires/institutions chargées de l'audit et de la « notation », comme elle s'appelle complicité au moins tacite des pouvoirs publics. La rhétorique concernant la transparence n'est, à la lumière de cette réalité, qu'un médiocre discours de propagande.

Les spécificités du mode de financement des entreprises aux Etats Unis, c'est à dire comme on sait le recours au marché financier (émissions en bourse d'actions et d'obligations) préféré au soutien des banques et/ou de l'Etat (par le canal d'institutions publiques spécialisées), sont, dit-on, à l'origine de cette conjonction. C'est partiellement vrai. Car il reste que les modèles allemand et japonais qui privilégient l'intégration financière banques/entreprises ou celui de la France assis sur les interventions des institutions financières d'Etat, n'ont pas préservé les systèmes européens en question des dérapages en cours allant dans le même sens.

S'il en est ainsi c'est parce que la raison fondamentale des évolutions en question réside dans le niveau élevé de centralisation du capital, sans commune mesure avec ce qu'il était il y a trois décennies. La « connivence » entre le pouvoir « économique » et le pouvoir « politique » qui fusionnent pour devenir le pouvoir tout court renvoie à ce que Marx et Braudel ont dit du capitalisme : qu'il n'est pas réductible au « marché » (comme le répète ad nauseam le discours

dominant), mais au contraire s'identifie dans les pouvoirs « au-dessus du marché » (les oligopoles, l'Etat). Que cette connivence aujourd'hui, dans le « nouveau capitalisme », soit d'une force équivalente à ce qu'elle était aux débuts du capitalisme (dans la République de Venise administrée comme une société anonyme des plus riches marchands, ou à l'époque « colbertiste » et « élizabéthienne » des Monarchies absolues), après avoir été fortement atténuée aux XIXe et XXe siècles, témoigne seulement que le système est bien devenu obsolète, entré dans la phase de sénilité.

Le capitalisme contemporain est devenu par la force de la logique de l'accumulation, un « capitalisme de connivence ». Le terme anglais- « crony capitalism » - ne peut plus être réservé aux seules formes « sous développées et corrompues » de l'Asie du Sud est et de l'Amérique latine que les « vrais économistes » (c'est à dire les croyants sincères et convaincus des vertus du libéralisme) fustigeaient hier. Il s'applique désormais aussi bien au capitalisme des Etats Unis et de l'Europe contemporain. Dans son comportement courant cette classe dirigeante se rapproche alors de ce qu'on connaît de celui des « mafias », quand bien même le terme paraîtrait insultant et extrême.

Le « système » ne sait pas réagir à cette dérive, tout simplement parce qu'il n'est pas en mesure de remettre en question la centralisation du capital. Les mesures qu'il prend rappellent alors étrangement les lois « anti trusts » de la fin du XIXe siècle (le Sherman Act), dont on connaît les limites de l'efficacité. En parfait accord avec la tradition des Etats Unis, la société riposte par un recours renforcé au moralisme et au gouvernement des juges. On sait que dans l'affaire Enron le procureur de New York, Eliot Spitzer, s'est taillé une belle popularité en exhibant, dans un show médiatique bien préparé, des milliardaires menottes aux poings. Du jamais vu aux Etats Unis. La loi (Sarbanes Oxley Act) légitimera à l'avenir une plus grande intervention des juges dans la vie des entreprises. Gageons que ces interventions finiront par s'inscrire dans le jeu des connivences qu'elles prétendent éradiquer.

L'Europe était équipée pour réagir différemment. Par sa culture politique qui se méfie du moralisme et du gouvernement des juges auxquels elle préfère la régulation par voie législative, par ses modèles de financement moins soumis aux aléas du marché financier, l'Europe n'était pas condamnée par une prétendue exigence implacable de « l'économie » à s'aligner sur le modèle de la dictature apparente du marché financier (de la bourse), celui-ci étant en fait manipulé par une petite oligarchie. Pourtant l'Europe s'est alignée sur les Etats Unis, contre ses intérêts mêmes puisque le marché financier ouvert en question permet tout simplement aux Fonds de Pensions des Etats Unis de s'emparer des meilleurs segments des économies européennes (en particulier de l'économie française dont 50 % du capital coté en bourse est désormais contrôlé par les Etats Unis) et d'en écrémer les profits. La raison qui explique ce comportement d'apparence absurde est la volonté du grand capital de ne jamais heurter le « grand frère », garant en dernier ressort de l'ordre capitaliste (« Mieux vaut Hitler que le Front Populaire », une option qui n'est pas nouvelle).

A plus long terme une cristallisation nouvelle de la gauche européenne, dans la lignée de sa culture politique, est évidemment capable de remettre en question cet alignement et la dérive qui l'accompagne. Mais alors il est probable que cela ne puisse se faire sans par là même remettre en question le capitalisme dans certains de ses aspects essentiels. Les avancées démocratiques par lesquelles cette recomposition de la gauche pourrait s'imposer, à leur tour remettraient en question les modèles des pouvoirs oligarchiques centralisés en place. Mais la gauche européenne n'est malheureusement pas engagée sur cette voie.

En attendant une autre évolution contradictoire pourrait se dessiner. Le monde des entreprises (et même des grandes) se casse en deux segments : celui des Public Companies cotées en bourse, soumises aux aléas des marchés financiers qui ne peuvent être neutralisés que par une « connivence » renforcée des dirigeants et des pouvoirs politiques, et celui des Private equities, c'est à dire des entreprises qui préfèrent sortir de la cotation en bourse, quitte à affronter des difficultés de financement difficiles à prévoir. Le duo ne correspond pas tout à fait au contraste grandes entreprises (cotées en bourse) et PME (non cotées) puisqu'une fraction des grandes affaires s'orientent semble-t-il vers la sortie de la cotation en bourse. La cassure est-elle appelée à se solidifier et à se revêtir un sens politique ? Il est encore trop tôt pour le savoir.